

L'Adresse—M^{me} Pépin

d'action positive, cela va être excessivement difficile de leur donner la place qui leur convient dans la société. J'espère que le gouvernement va cesser à ce moment-là de faire des promesses, de faire des consultations et des conversations et qu'il va passer à l'action.

Mme Bourgault: Monsieur le Président, la députée d'Outremont (M^{me} Pépin) s'intéresse aux questions des femmes et je voudrais la féliciter de cet engagement. Monsieur le Président, on dit souvent que les comparaisons sont boiteuses. J'aimerais par contre en faire une. J'aimerais comparer un petit peu les problèmes graves que vivent les femmes, surtout les femmes monoparentales, avec un peu la dégénérescence de nos forêts au Québec. Vous allez comprendre pourquoi. Il aurait fallu, il y a vingt ans, que le gouvernement de l'époque fasse des choses, prévoie ce qui allait arriver au sujet des forêts. Il aurait fallu légiférer, mettre en place il y a vingt ans des projets précis pour aider nos forêts du Québec à reprendre vie et surtout voir au reboisement.

Monsieur le Président, il aurait fallu que le précédent gouvernement libéral, il y a 10 ans, fasse des projections sur la qualité de vie des femmes d'aujourd'hui. Ce n'est pas hier qu'on règle le problème de demain, surtout pour un gouvernement. Un gouvernement doit avoir des projections à long terme et avec tous les scientifiques et les chercheurs que nous avons aujourd'hui. Il y a longtemps que le problème est dans l'air. Maintenant, comme on dit en bon Québécois, il nous arrive en pleine face.

Moi aussi, monsieur le Président, je suis la première désolée, j'ai envie de pleurer lorsque je vois ces femmes monoparentales, lorsque je vois ces femmes itinérantes à Montréal qui n'ont même pas de place où habiter. Cela me choque que des congénères, des filles comme moi—il y en a de mon âge, soit de 35 ou 36 ans—n'aient pas de foyer. Nous n'avons pas prévu qu'avec l'éclatement de la famille on était pour en arriver à cela aujourd'hui.

Et on nous dit que c'est la faute du gouvernement conservateur. Eh bien je regrette. Je regrette, mais ce n'est pas de la faute du gouvernement conservateur. C'est la faute du gouvernement précédent.

J'aimerais poser la question à ma collègue d'Outremont (M^{me} Pépin). Comment se fait-il que son gouvernement, à l'époque, il y a juste cinq ans, pas deux ans, mais juste cinq ans: Qu'ont-ils fait afin de prévoir ce qui arrive aujourd'hui? Aujourd'hui, monsieur le Président, si nous avions eu une projection adéquate on n'aurait peut-être pas à faire face à ce problème. Mais voilà nous l'avons et il faut y voir.

C'est sûr et je suis la première, et la ministre de la condition féminine (M^{me} McDougall) est la première, je le sais, à travailler dans ce sens-là. Le premier ministre l'a dit à plusieurs reprises, monsieur le Président. C'est un problème grave et un problème de société, un problème qui concerne tout le monde. Il faut y voir.

Je voudrais poser la question suivante à ma collègue: Qu'a fait son gouvernement il y a cinq ans afin de prévoir cela?

Mme Pépin: Monsieur le Président, moi je suis un peu désolée de voir qu'on compare nos belles forêts, qu'on compare à ce moment-là la situation de notre famille monoparentale à un problème écologique.

Je voudrais simplement souligner à ma collègue que le gouvernement libéral a fait plus, je pense, pour les femmes au Canada que, actuellement, son gouvernement a fait.

De plus, actuellement, le Canada a été reconnu comme un des pays les plus d'avant-garde au niveau des lois pour les femmes et ce n'était pas sous le gouvernement conservateur.

La députée veut savoir ce que mon gouvernement a fait. Je vais lui demander ce que son gouvernement a fait avec le Programme d'habitations. Vous avez fait des coupures importantes, particulièrement à ce programme touchant les familles monoparentales. Actuellement c'est là un des problèmes qui les touchent le plus.

Et aussi au sujet du projet de loi C-62 sur l'égalité dans l'emploi. J'ai fait partie de ce comité et j'ai vu de mes collègues conservateurs, alors qu'on ne les avait pas vus du tout pendant le comité, venir voter contre. Il n'y a pas eu une femme même qui faisait partie de ce comité-là qui a appuyé les 30 amendements qui avaient été apportés, justement pour aider aux femmes. Mais il n'y a pas eu une seule femme conservatrice qui a appuyé cela.

Ce que le premier ministre (M. Mulroney) dit et ce que le premier ministre fait, cela fait deux. A ce moment-là, comme vous le dites, vous êtes pris avec un problème. On avait quand même mis certaines balises que vous avez complètement démolies. Et alors vous dites qu'actuellement vous êtes désolée de voir toutes ces femmes pauvres, ces femmes battues, mais il y avait un programme en place et là encore vous avez coupé et ce d'une manière radicale. Vous avez tout coupé pour subventionner les centres de refuge pour femmes. Et là vous dites: Maintenant on va s'en occuper. Je comprends que vous vouliez maintenant ramasser les dégâts que vous avez faits.

Alors, si on regarde les bonnes intentions du gouvernement, vous en avez, parce que c'est ce qu'on entend depuis deux ans. Mais lorsqu'on regarde en pratique ce qui a été réalisé, c'est un peu boiteux, permettez-moi de le répéter.

Mme Bourgault: Monsieur le Président, je regrette d'être obligée de rappeler à ma collègue que j'ai fait une comparaison en disant: C'est il y a 20 ans qu'on aurait dû voir à faire des choses, à légiférer afin d'empêcher que nos forêts du Québec se dégénérent comme aujourd'hui. J'ai voulu faire une comparaison là-dessus. Pour comparer.

Madame la députée d'Outremont (M^{me} Pépin) nous parle du Programme d'habitations. Je regrette mais pour la première fois le gouvernement fédéral a convenu des ententes avec les provinces. Y a-t-il quelque chose de mieux qu'un gouvernement provincial pour connaître les besoins ayant trait à l'habitation? Le gouvernement fédéral n'avait pas pu, à l'époque, parce qu'il y avait ces éternelles chicanes et on ne pouvait pas s'asseoir à une table pour négocier des choses importantes. Et c'est malheureux aujourd'hui qu'on ne le dise pas assez.

Les Québécoises dont la députée d'Outremont fait mention, ces femmes battues, oui, elles ont peut-être été pénalisées, justement, de ces chicanes. S'il y a cinq, six ou dix ans, on avait pu s'asseoir avec les provinces et essayer de travailler des programmes adéquats, communs, pour aider ces gens-là et non pas pour essayer de trouver des problèmes, aller aider le Tiers monde. Je comprends qu'il y a des problèmes dans le Tiers monde, mais je pense qu'on a de graves problèmes ici.